

Cette tribune importante d'intellectuels et de personnalités vénézuéliens (dont Edgardo Lander, ...) a été signée massivement et publiée sur Viento Sur

<https://vientosur.info/sin-actas-no-nay-legalidad-en-la-eleccion-presidencial/>

Traduction Deepl révisée en français pour celles et ceux qui ne lisent pas le castillan

Sans décompte, il n'y a pas de légalité dans l'élection présidentielle

La journée des élections présidentielles du dimanche 28 juillet s'est achevée sur une immense déception pour la grande majorité du peuple vénézuélien. Le Conseil national électoral (CNE) a publié un bulletin après minuit, dans lequel il déclare Nicolás Maduro vainqueur, bien qu'Elvis Amoroso ait annoncé que seuls 80 % des votes avaient été comptés. Étant donné que la différence entre Maduro et González Urrutia n'est que de 704 114 voix, les 20 % de bulletins restants à dépouiller, qui correspondraient à environ 2 514 694 voix, sont un chiffre qui pourrait très bien changer le résultat final des élections, de sorte que le bulletin du CNE par lequel il a proclamé Nicolás Maduro président élu le lundi 29 juillet, ne se fonde pas sur une "tendance irréversible" du vote, mais tout le contraire. Pour cette raison, la proclamation faite par le CNE est totalement illégale, car les chiffres fournis ne prouvent pas que Maduro a remporté les élections.

En outre, le bulletin n'a pas été étayé par le rapport de la commission technique composée des témoins des représentants des candidats et du représentant du CNE, et il n'a pas été signé par eux, comme le prévoit le protocole respectif, ainsi que l'a dénoncé le candidat du parti Centrado, Enrique Márquez. De plus, le président du CNE, Elvis Amoroso, a accrédité Nicolás Maduro en tant que président élu sans avoir préalablement réalisé les actes de totalisation et de proclamation de ce dernier, ce qui viole les procédures clés visant à garantir la légitimité de l'accrédité, qui doit être soutenue par les procès-verbaux respectifs.

Tant que 100% des feuilles de décompte n'auront pas été comptées et corroborées avec celles qui se trouvent entre les mains des témoins électoraux du candidat de l'opposition Edmundo González Urrutia, le CNE ne pourra pas définir qui est le candidat vainqueur des élections présidentielles. L'opposition, avec 73% des feuilles de décompte émanant des propres machines du CNE, a présenté un vote en faveur d'Edmundo González à 2 contre 1 par rapport à Nicolás Maduro. C'est pour cette raison que nous considérons qu'il est essentiel que le CNE permette un audit du vote et publie immédiatement les résultats détaillés par état, municipalité, paroisse, bureau de vote et chaque bureau de vote.

Nous sommes également préoccupés par la dénonciation du candidat de l'opposition Enrique Márquez, qui a affirmé ce lundi que le bulletin lu par Elvis Amoroso à minuit ne provenait pas de la salle de totalisation et que, par conséquent, l'origine de ce bulletin serait totalement irrégulière. En

outre, le CNE a suspendu la transmission des procès-verbaux à 19 heures dimanche soir, et a expulsé les témoins de l'opposition à la fois du CNE principal et de nombreux bureaux de vote. Les Vénézuéliens, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, savaient qu'ils ne participaient pas à des élections pleinement démocratiques et compétitives. Avec des candidatures interdites, des prisonniers politiques, des artifices « techniques » tels que : le changement unilatéral des électeurs d'une circonscription un jour avant les élections ; la réduction du nombre de bureaux de vote pour créer des retards et, par conséquent, l'attrition des électeurs ; l'envoi de machines défectueuses dans les bureaux de vote pour retarder le processus ; l'empêchement de la présence d'un grand nombre d'observateurs électoraux internationaux crédibles ; l'empêchement du travail des témoins électoraux ; l'empêchement de la présence des témoins électoraux ; et l'empêchement de la participation des médias ; empêcher le travail des témoins électoraux ; empêcher la possibilité d'inscription au registre électoral permanent des migrants vénézuéliens à l'étranger depuis 2010 ; etc., ne sont que quelques-unes des tactiques utilisées par le parti-État-entité électorale pour s'accrocher illégitimement au pouvoir tel qu'il a été consommé aux premières heures du matin sous le regard stupéfait de tout un pays et du monde entier. Même les dictatures argentine et chilienne, les plus cruelles du XX^e siècle en Amérique latine, n'ont pas osé commettre une telle fraude électorale lorsque leurs élites dirigeantes ont organisé les élections qui ont abouti à la victoire d'Alfonsín et au départ de Pinochet en 1983 et 1988, respectivement.

Le résultat final de la grande journée civique à laquelle 57% des électeurs ont participé, ne comprend pas seulement l'exercice du droit de vote, mais aussi une grande mobilisation autonome et indépendante de la société qui s'est organisée sans machines, sans ressources, en subissant la persécution, le chantage, les menaces et le résultat constant de l'arrestation de personnes qui ne faisaient qu'exercer leur droit à la participation politique inscrit dans la Constitution nationale. Pour ceux qui en douteraient encore, nous sommes face à la consolidation d'un régime autocratique qui ne s'avouera jamais vaincu face à son illégitimité sociale et politique, parce que la misère, l'appauvrissement de la vie quotidienne avec des services publics décadents, la perte de tous les droits du travail et de la Sécurité sociale provoquée par les politiques économiques du gouvernement néolibéral de Nicolás Maduro, ne lui permettent pas de compter sur un quelconque soutien. Il serait absurde de penser qu'une société qui a subi l'exode de 30 % de sa population en raison de la crise économique (précédant les sanctions internationales contre le Venezuela, qui aggravent la situation), de la répression et de la persécution pour avoir pensé différemment, et de la faim, ait soutenu ses bourreaux par le vote : ce mythe n'est cru que par ceux qui détiennent le pouvoir et qui supposent qu'ils ont le « droit de gouverner », en ne respectant pas la volonté du peuple.

Dans les heures qui ont suivi ce refus du gouvernement – et du CNE qu'il contrôle – le rejet a été immédiat dans les rues de tout le pays, en particulier dans les secteurs populaires, autrefois bastions du chavisme, qui commencent déjà à être durement réprimés, tant par les forces de sécurité de l'État que par les fonctionnaires civils, ce qui accroît la pratique des violations massives des droits de l'homme de la population. En moins de 12 heures, l'Observatoire vénézuélien des conflits a déjà dénombré 187 manifestations dans 20 États du pays. Il n'y a pas de contradiction entre la mobilisation électorale et la protestation. Nous exhortons la police et les militaires à respecter les droits constitutionnels, en particulier : la protestation pacifique, la liberté personnelle, l'intégrité physique et la vie.

Les différentes forces politiques de l'opposition ont une grande responsabilité dans la construction d'un large espace de changement qui rassemble tous ceux qui sont engagés dans la réinstitutionnalisation du pays, pour avoir les garanties politiques minimales et ainsi construire des voies viables pour sortir de la grave crise humanitaire que nous subissons. Nous sommes confrontés à un État criminel qui n'a de cesse de persécuter et de construire des “ennemis” afin de toujours tenir les autres pour responsables des erreurs de gestion qu'ils commettent. L'élan transformateur et l'enthousiasme dont nous avons fait l'expérience au cours de ces mois de campagne, ainsi que la lutte persévérante et digne menée par différentes forces de travailleurs telles que les enseignants, les infirmières, les métallurgistes et les travailleurs du pétrole, entre autres, doivent être réunis au sein d'un vaste front social et politique antifasciste/antitotalitaire, afin de faire progresser les formes d'organisation permettant d'obtenir un recomptage électoral/un audit des résultats du 28-J, comme l'ont suggéré des pays tels que le Brésil et le Chili, avec la participation du seul organe de surveillance international crédible qui ait assisté au processus : Le Centre Carter et la Mission des Nations Unies.

Les 200 ans d'histoire de la libération du peuple vénézuélien ne peuvent plus être piétinés. La force du peuple vénézuélien, son espoir, sa joie et sa solidarité doivent être au centre des actions qui guideront le chemin face à un pouvoir totalitaire qui ne s'appuie que sur la force de la répression, car il a été démontré que le peuple a perdu sa peur et nous savons tous que les résultats annoncés par le CNE ne coïncident pas avec la volonté populaire exprimée dans les urnes. L'unité de tous les acteurs politiques et sociaux sera fondamentale. Ce n'est pas le moment d'attendre des miracles ou des messies, c'est le moment de défendre le vote avec tous les bulletins de vote et de construire un front uni dans cette direction.